



Comité Technique ministériel

séance du 16 novembre 2012

Déclaration liminaire

de la CGT-Culture

Six mois après un changement de couleur politique pour lequel notre organisation n'a pas fui ses responsabilités ni ménagé ses efforts, dans l'intérêt des personnels et de leurs missions, et 4 mois après un premier comité technique ministériel présidé par la Ministre, nous voici réuni pour la première séance « normale » de notre CTM, avec son lot « normal » d'examen de textes réglementaires – aujourd'hui 3 décrets et un arrêté.

Est-il « normal » que nous ayons dû faire preuve de détermination unitaire pour obtenir que ce CT Ministériel puisse aborder les conséquences d'un Projet de Loi de Finances désastreux - présenté au titre de l'effort incontournable, de l'austérité et de la rigueur - et de ses conséquences sur l'emploi et les services ;

Est-il « normal » qu'il ait fallu insister tout autant pour la Directive nationale d'orientation (DNO), feuille de route de l'action des services déconcentrés du Ministère adressée aux préfets, alors que dans un même temps cabinet et administration travaillent de concert aux mesures de déconcentration et de décentralisation en reprenant à leur compte des pistes des équipes précédant l'arrivée du Président « normal », comme le transfert possible de musées ou de monuments ou bien encore de compétences au titre de « l'expérimentation » prévue par la réforme constitutionnelle de 2003.

Que dire encore que d'être contraints d'aborder par le biais des questions diverses les points, majeurs, que vous n'avez pas acceptés d'inscrire à l'ordre du jour. Mais c'est sans doute « normal » que la transparence vantée par ce gouvernement montre déjà ses limites.

Que dire justement en termes de dialogue social franc et direct de découvrir, au détour d'un article de presse ou d'un échange dans un couloir, que deux établissements publics de notre département ministériel se précipitent pour signer les premiers contrats d'avenir espérant profiter ainsi d'une main d'œuvre bon marché qui viendrait, un peu, compenser les emplois maintenus vacants ou détruits par ce même gouvernement « normal » et schizophrène. C'est là un détournement flagrant du processus, mais « normal » me direz-vous au titre de la solidarité gouvernementale !

Selon vous « Ceux d'avant ont triché, ont promis les mêmes euros ou les mêmes emplois à plusieurs services, ont lancé des tas de projets sans le moindre financement assuré, vous ont fait des promesses de gascons sur les carrières (repyramidage de la filière administrative par exemple), mais pas de ça avec nous ».

Et pourtant, tous les jours vous êtes rattrapés par la patrouille. Il ne se passe pas une journée sans que nous ayons à craindre le pire.

Pas une journée où le président «normal» n'annonce de nouveau tours de vis supplémentaire revenant sur sa promesse de campagne sur la sanctuarisation du budget de la culture durant son quinquennat et prônant lors de sa conférence de presse du 13 novembre « **une réforme de l'Etat, plus efficace, plus juste. Faire mieux en dépensant moins** » enchaînant sur « **une nécessaire réforme de l'Etat, de la protection sociale, de notre organisation territoriale** ». Que dire de l'absurdité de cette spirale infernale de l'austérité tant on sait qu'elle est contre-productive en terme de relance économique notamment dans le domaine de la culture. Les socialistes devraient à ce sujet, se rappeler le discours de Jack Lang à l'ouverture de TheaterTreffen 2010 à Berlin.

Pas une journée, où la ministre de la Fonction publique ne s'exprime sur les Drac en des termes qui illustrent parfaitement sa connaissance du sujet...

Pas une journée où nous ne tombons par hasard sur des sujets qui sont soit « des coups partis avant » (mais cette excuse ne pourra pas vous servir durant 5 ans) soit partis dans votre dos ... Pas une journée disais-je où l'on ne se demande : mais le vrai changement, il arrive quand ?

Quand allez-vous réellement tirer un trait sur la RGPP et non pas procéder cosmétiquement en en changeant le nom, puisqu'elle devient la Modernisation de l'Action Publique aujourd'hui. Pour les personnels, nous attendons beaucoup du travail en cours avec l'IGAC sur le bilan de la RGPP, dont toutefois le calendrier nous semble à tous aujourd'hui beaucoup trop serré pour être complet.

Quand allez-vous nous communiquer les rapports et études qui servent d'outil de pilotage au Secrétariat général (le désormais fameux rapport Miquel, la réponse du MCC au questionnaire de la mission IGF IGA IGAS sur le bilan RGPP, l'étude de la DGME intitulée « Transparence Fonctions Support », etc.) ?

Quand allez-vous réunir les organisations syndicales sur les établissements dérogatoires alors que les discussions commencent à la Fonction publique dans quelques jours ?

Quand allez-vous organiser cet agenda social que nous réclamons et que la Ministre reprenait à son compte en juillet dernier ?

Quand allons-nous commencer à échanger sur la loi patrimoine, sur la loi d'orientation sur la création ? Dès septembre avait dit la ministre !

Quand tracerez-vous les lignes d'une véritable politique de la recherche au sein du MCC ?

Quand cesseront enfin les déménagements incessants des personnels et de leurs dossiers qu'ils n'ont plus à cœur de sortir des cartons en attendant le prochain alors que dans le même temps leurs carrières sont congelées, leur travail est bafoué et leurs missions s'alourdissent ?

Quand entamez-vous le repyramidage de la filière administrative ?

Etc, etc.

Quand verrons-nous véritablement le fruit de votre travail ?

Quand c'est le changement ?

En ce qui nous concerne, le changement est là. Fini le temps de vous laisser celui de prendre « possession » des lieux et des sujets. Une mandature politique de ministre c'est entre 6 et 10 semestres. Si on retranche les 2 derniers où plus rien ne se fait avant les élections, si on retranche ceux qui sont consacrés aux constructions budgétaires et en à assumer les choix, il en reste de 2 à 6 pour faire une politique culturelle ambitieuse, et vous venez d'en griller le premier pour rien.

Alors, un peu de courage, ouvrons les dossiers cela devient urgent !

Nous reviendrons tout au long de la journée et de l'examen de l'ordre du jour sur ces sujets.

Nous avons depuis votre arrivée décidé de nous inscrire résolument dans un dialogue social nouveau et le débat au fond. Pour exemple le contenu du Comité Technique ministériel du 10 juillet. Au-delà de la forme que puisse prendre au quotidien ce dialogue, votre refus de saisir cette occasion, cette opportunité dans une période où le pouvoir en place semble manquer cruellement d'idées et d'imagination, est aujourd'hui créateur de malaise et de crispation. De la crispation à la mobilisation sociale il n'y a souvent qu'un pas, et ce pas, vous portez la responsabilité qu'il ne soit franchi très vite !

J'en veux pour preuve encore récente votre refus systématique, madame la Directrice de cabinet, de recevoir les organisations syndicales dans le cadre des préavis de grève que ces dernières déposent. Heureusement que la Ministre ne « voulait pas d'un cabinet hors sol » ! Cette attitude, ce renvoi vers un interlocuteur de l'administration, quelle que soit son niveau, est inacceptable quand les sujets posés sont d'ordre politique. Sachez qu'en la matière, la politique, nous ne supportons pas les pratiques amateurs !

Quant à la CGT, elle est prête à se mobiliser avec les personnels pour la défense des services publics, notamment culturels, pour une société enfin transformée.

Normal, nous, on est là pour ça !